

## Du burkini au bleu de travail

**Mustapha Harzoune**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3828>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3828

ISSN : 2262-3353

**Éditeur**

Musée national de l'histoire de l'immigration

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 mars 2017

Pagination : 180-183

ISBN : 978-2-919040-37-7

ISSN : 1142-852X

**Référence électronique**

Mustapha Harzoune, « Du burkini au bleu de travail », *Hommes & migrations* [En ligne], 1316 | 2017, mis en ligne le 04 juin 2017, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3828> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3828>

---

Tous droits réservés

## KIOSQUE

# DU BURKINI AU BLEU DE TRAVAIL

par MUSTAPHA HARZOUNE.

Après l'attentat survenu le 14 juillet à Nice, la France politico-médiatique s'est déchirée autour d'un morceau de tissu. L'invention, qui sent bon sa petite affaire commerciale, arrive d'Australie et non du désert arabe, plus riche en « pétro-wahhabis » en robe traditionnelle qu'en baigneuses, couvertes ou non. Le burkini (disponible en ligne chez Marks & Spencer selon *Libération* du 17 août) a donc fait son apparition. Les corps emmaillotés ont échauffé quelques édiles qui, pour montrer leur ardeur, ont dépêché fissa la maréchaussée, histoire de faire comprendre qui porte la culotte sur les plages de France ! Et l'inévitable et ineffable fille à son papa – Marine Le Pen bien sûr – a appelé à proscrire le burkini des plages françaises car « *c'est de l'âme de la France dont il est question* ». Il faut avoir l'esprit mal tourné pour faire d'un vêtement qui vous recouvre les fesses et la poitrine l'âme de la France.

*A contrario*, face au spectacle de femmes encadrées, humiliées par deux ou trois malabars officiels et aux « *rentrez chez vous, ici c'est un pays catholique* » lancés par des vacanciers, d'autres ont crié au scandale, à l'atteinte aux droits de l'homme (de la femme ?), agité le chiffon vert de l'islamophobie.

Dans ce contexte particulièrement lourd, pas question d'évoquer d'inavouables intentions électoralistes. Non ! Ce serait au nom de l'ordre public et de la laïcité des plages françaises (Defoe aurait de quoi réécrire Robinson Crusoé) que des élus ont édicté des arrêtés municipaux anti-burkini. Globalement, tous s'inspirent du premier, celui de Villeneuve-Loubet qui interdit l'accès aux plages et la baignade « *à toute personne n'ayant*

*pas une tenue correcte, respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité, respectant les règles d'hygiène et de sécurité des baignades [...]. Une tenue de plage manifestant de manière ostentatoire une appartenance religieuse, alors que la France et les lieux de culte religieux sont la cible d'attaques terroristes, est de nature à créer des risques de troubles à l'ordre public* ». Le Conseil d'État a dit la loi : le maire de Villeneuve Loubet « *ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs de police, édicter des dispositions interdisant l'accès à la plage alors qu'elles ne posent ni sur des risques avérés de troubles à l'ordre public ni, par ailleurs, sur des motifs d'hygiène ou de décence* ». Il a jugé que l'arrêté avait « *porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et de venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle* ». Il en a donc suspendu l'exécution. Pour autant, le débat est loin d'être clos.



« *Républicanera bien  
qui républicanera le dernier* »

Le 16 août, sur son blog (hébergé par Mediapart), Jean François Bayart rappelle « *que le lien entre le burkini et le terrorisme est fantasmatique [et que] un tel arrêté en vient à interdire dans l'espace public, la plage, un vêtement que ne pénalise pas la loi de 2010 relative à l'interdiction de la burqa et du niqab, au motif que ces vêtements dissimulent le visage, ce que ne fait pas le burkini. Il va de soi que, dans l'esprit des édiles qui ont pris de tels arrêtés, le port de la kippa, de la soutane, du col de clergyman ou de la cornette ne contrevient pas*

à la "laïcité" [...]. Une telle confessionnalisation de l'État, fût-elle laïque, est asymétrique sur le plan religieux, par définition. [...] Nous sommes loin de la laïcité telle que la définissait Ernest Renan : "L'État neutre entre les religions". » Bayart insiste :

« pour les laïcistes », la laïcité « n'est pas un instrument de séparation de la religion et de l'État, mais une arme contre l'islam ». Or, les « "fondamentalistes laïcistes", comme tous les fondamentalistes acquis à l'illusion identitaire, essentialisent l'islam, et ses courants, alors que ceux-ci se chevauchent plus ou moins parce qu'ils sont évolutifs politiquement, en tant que phénomènes historiques ».

Sur le fond, l'universitaire écrit que « les salafistes de la laïcité trahissent l'esprit de la loi de 1905 » parce que « l'esprit laïque était une pragmatique [...]. Or, les laïcistes n'ont cessé de publiciser et de politiser l'islam, que la plupart des musulmans vivent dans l'ordre privé. Leur approche de la religion du Prophète est sans concession. Or, les grands radicaux, les Gambetta, les Ferry, les Buisson, les Littré qui n'étaient pas des tièdes, se définissaient eux-mêmes comme des "opportunistes", ayant le sens des compromis – ce qui n'a rien à voir avec les compromissions – [...] sachant donner du temps au temps pour convaincre les citoyens du bien-fondé de la Raison et du Progrès, convaincus que la République devait être "transactionnelle" et toujours préférer le "consensus" à l'"intransigeance" [...]. Les radicaux ne doutaient pas que républicanerait bien qui républicanerait le dernier. [...] À se focaliser sur la loi de 1905, les fondamentalistes de la laïcité en oublient les années 1880 ». Quant aux « souffrances » des catholiques, « pour regrettables qu'elles fussent, [elles] étaient celles d'une religion dominante ». « Contrairement à la laïcité de 1905, [...] le laïcisme contemporain prend pour cible les déshérités, les défavorisés de la République [...], travestit la question sociale en question identitaire en oubliant au passage que l'action religieuse fut souvent un moyen d'affirmation et d'émancipation pour les catégories subordonnées, ainsi que l'a démontré le grand historien – marxiste – de la formation de la classe ouvrière anglaise, Edward Thompson. »

« J'aimerais que Dieu ne concerne que ceux qui veulent »

Oui ! Jean François Bayart a raison, « la plupart des musulmans vivent [l'islam] dans l'ordre privé ». Mais les autres ? Ceux qui font du burkini un « symbole » selon Aalam Wassef, éditeur et chroniqueur égyptien : « Au lendemain de l'interdiction du port du burkini à Cannes puis en Corse, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a dénoncé un acte islamophobe et une atteinte à la liberté d'expression des femmes musulmanes. » Or, « en adoptant cette position, le CCIF s'érige en défenseur non pas "des musulmans de France", mais d'une mouvance extrémiste très singulière, le wahhabisme de France ». « Depuis 1970, on évalue les sommes investies dans la propagation du wahhabisme à 100 milliards de dollars. C'est à ce prix que le wahhabisme donne l'illusion d'être l'islam "le plus authentique", "le plus pur". Ni plus authentique, ni plus pur, le wahhabisme est simplement le courant religieux le plus jeune, et le plus riche au monde. » En France, « le wahhabisme militant doit composer avec un contexte qui lui résiste, mais dans lequel les brèches semblent nombreuses ». La plus « dangereuse » serait « la culture contemporaine des "droits individuels" où s'est abîmée la liberté. Il est fréquent d'entendre que le niqab, le voile ou le burkini relèvent de "la liberté d'expression" ou du "droit des femmes à disposer de leur corps". S'y opposer, c'est être "islamophobe", c'est-à-dire s'attaquer à tous les musulmans. L'objectif est naturellement que toute condamnation justifiée du wahhabisme institutionnel en particulier soit rapidement perçue et narrée comme visant les musulmans français en général. »

« Interdire les burkinis [...] n'est pas un acte islamophobe. C'est plutôt le signe que nous n'avons pas peur de dire qu'islam et wahhabisme sont deux choses radicalement distinctes, et que le second menace le premier depuis plus de deux siècles » (Libération, 17 août 2016).

## KIOSQUE

Le 24 août 2016, sur sa page Facebook, André Markowicz note le « côté crétin » de « cette histoire ». *« Chacun comprend que le “burkini” n’est pas un maillot de bain, – je veux dire, n’est pas une façon de s’habiller. C’est la démonstration d’une certaine idée de la femme, d’un certain mode de comportement dicté par une certaine idée de la religion, et que c’est la visibilité qui est cause. »* Autrement dit, *« l’affirmation première de ses différences, et donc de ses appartenances communautaires, – appartenances communautaires qui dictent la conduite en public, et plus seulement en privé ».*

Pour le traducteur, interdire le port du burkini est non seulement « grotesque » mais « dangereux » en ce que des « militantes » deviennent des « martyres, pour 11 euros ». Alors que « les victimes [...] ce sont les femmes qui [dans les pays soumis à la loi religieuse devenue politique], se dressent contre la barbarie barbe ». Quant aux femmes en « burkini », « ce sont, au sens le plus strict du terme, des militantes réactionnaires, volontaires ou non – des militantes qui choisissent d’afficher leur soumission aux critères de ce patriarcat mâtiné d’obsession sexuelle qu’est le salafisme. En France, ça, c’est leur droit le plus strict – tant que ce n’est pas une obligation. » Mais voilà, « le problème, c’est que, graduellement, pour une catégorie de la population française – celle pour laquelle l’islam est la religion traditionnelle –, ce droit est en danger de devenir un devoir » : « Combien de femmes, dans ce qu’on appelle “les quartiers” [...] sont-elles dans l’obligation de se voiler sitôt qu’elles sortent dans la rue, pour ne pas être importunées par des membres de leur soi-disant “communauté” ? » « Il nous faut accepter ce qui nous refuse », écrit Markowicz, « mais, ce qui nous refuse, dans quelle limite sera-t-il capable de nous accepter, nous ? Parce qu’elle est là, finalement, la question : pour s’accepter, il faut être deux. Et moi, j’aimerais beaucoup, mais beaucoup, que Dieu ne concerne que ceux qui veulent. » Libération du 29 août 2016 confirme, s’il le fallait, les propos de Markowicz, en republiant les témoignages (de décembre 2003) de jeunes femmes

qui racontent les pressions qu’elles subissent au jour le jour. Ainsi, Nadia, 22 ans, étudiante en arts plastiques à Lille : *« Quand je vois une fille voilée de mon âge, ça me fait mal. Physiquement mal. Dans mon quartier à Roubaix, avant, ni les filles ni les mères ne se voilaient. Les femmes de ma famille se sont battues, sont mortes pour pouvoir choisir leur vie, et là, c’est l’inverse. »* Louisa, 17 ans, lycéenne, elle *« a grandi boulevard Ménilmontant (dans le XXe à Paris), au milieu d’enfants de toutes nationalités, librement du moins jusqu’à l’arrivée de familles “islamistes” : “C’est une guerre. Il n’y a pas de mort, mais des regards et des réflexions qui tuent. Dans mon quartier, les Kabyles qui tiennent des cafés sont considérés comme le diable, et nous, les filles, on n’ose plus se mettre en terrasse.” »*

Pour Lila, « jeune vendeuse », « le ramadan, cette année, fut une épreuve : à cause de la télé, de Tariq Ramadan, “des deux Françaises qu’on voyait partout” (les sœurs Lévy expulsées du lycée d’Aubervilliers, ndlr.), “les deux martyres”... ». À Carpentras (Vaucluse), Myriam, 16 ans, en CAP de coiffure : *« Tous les jours, des barbus et des garçons connus pour faire des conneries venaient nous faire la morale : “C’est juste un conseil, tu devrais pas te maquiller, tu offenses ta famille et la religion.” »* Avignon, Samia rentre de vacances en Algérie : *« Les filles là-bas ne comprennent pas les Françaises. “Nous, on pleure pour l’enlever, on est obligée et vous qui n’êtes pas forcées vous le portez.” »* Depuis trois mois, une pluie de cassettes, le Coran en français, arrose son quartier, les Sources. *« Je suis une pute pour eux parce que je mets des jeans taille basse. Ils me mettent la cassette dans mon sac. Je la jette. Eux les passent à fond dans les voitures, fenêtres ouvertes [...]. J’ai le dégoût. On est déjà tous dans la merde dans ces quartiers, et on va s’enfoncer. Comment tu veux sortir du quartier si t’es voilée ? »* Nadia résume : *« Puisque la République ne nous ouvre pas ses portes, nous irons à la mosquée. »* Il faudrait donc que la République se retrouse les manches, et que cesse la confusion entre liberté et islamophobie. Après l’affaire

« Cologne » (voir « Kiosque », *Hommes & Migrations* n° 1314), Kamel Daoud répète : « *Ce que j'ai écrit sur nos liens malades avec le désir, le corps et la femme, je le maintiens et le défends. [...] Je ne suis pas islamophobe, je suis libre. [...] Je ne suis pas sioniste, athée, soumis, français, suédois ou arabe. Je suis libre de cette liberté qu'ont rêvée mes ancêtres qui sont morts pour me la donner par-dessus la tombe.* » (Lacauselittéraire.fr, le 24 août).



## Entre négociations et intransigeance

Le colloque Claude Érignac organisé le 15 septembre 2016 par le corps préfectoral sur le thème de la laïcité a rappelé que « *l'essor de l'islam oblige les préfets à veiller à l'intégration de cette religion à la République. Gardiens de la laïcité, ils doivent s'assurer que les libertés religieuses respectent l'ordre public et prévenir la radicalisation* » (lacroix.com, 14 septembre 2016). « *Aux avant-postes de la République, le corps préfectoral intervient sur tous les fronts. Dont celui de l'organisation d'une confession encore fragmentée.* » Philippe Galli, alors préfet de Seine-Saint-Denis, indique qu'« *avec les nouvelles générations, nous avons affaire à des responsables souvent passés par l'université, qui tiennent un discours plus structuré mais plus identitaire* ». Si « *99 % des musulmans sont dans une logique pacifique* », il « *reste le défi de l'essor des réseaux salafistes ou intégristes. Les affaires de prière de rue, de provocations communautaristes constituent une réalité "émergente", dit l'un d'eux.* » Adolphe Colrat, préfet des Alpes-Maritimes, explique que « *la laïcité nous commande d'être intransigeants à l'égard de tout discours qui remet en cause les lois de la République* ». Mais, « *quand on ferme une mosquée, on le fait pour un motif d'ordre public. La difficulté,* » dit Philippe Galli, « *c'est de le caractériser. Quand j'entends dire qu'il y a dans les mosquées salafistes des appels au djihad, c'est faux ! Il faut pouvoir qualifier une atteinte à la sûreté de l'État. Dans la pra-*

*tique, cela demande beaucoup de prudence. Nous travaillons sous le contrôle du juge administratif et du juge de libertés.* »

L'économie n'échappe pas aux négociations et conflits nés de ce que « *le fait religieux est de plus en plus présent dans la vie des entreprises* » (Le Monde, 22 septembre 2016). L'Institut Randstad et l'Observatoire du fait religieux en entreprise (OFRE) pointent, dans leur quatrième étude, deux catégories de manifestations. D'abord « *des demandes ou des pratiques personnelles* » : port de signes religieux, comme le voile (21 %), demandes d'absence pour une fête religieuse (18 %), demandes d'aménagement des horaires (14 %) et prières pendant les pauses (8 %). Peu « *perturbatrices* » par elles-mêmes, elles deviennent plus « *problématiques* » quand elles sont « *combinées à d'autres faits* ». La seconde catégorie (un tiers des faits) regroupe des « *faits qui perturbent et/ou remettent en cause l'organisation du travail et/ou transgressent des règles légales* » : stigmatisation d'une personne pour motif religieux (7 %), prosélytisme (6 %), refus de réaliser certaines tâches (6 %), de travailler sous les ordres d'une femme (5 %), prières pendant le temps de travail (5 %), refus de travailler avec une femme (4 %) ou avec un collègue (3 %). Quant aux « *situations "conflituelles" ou "bloquantes"* », elles passent de 6 % à 9 % et représentent « *14 % (contre 12 % en 2015) des situations rencontrées par les managers ayant eu eux-mêmes à intervenir* ».

« *De plus en plus d'entreprises sont confrontées à des comportements de rupture* » précise Lionel Honoré, directeur de l'OFRE. « *Ils sont le fait d'individus qui remettent en cause le droit de l'entreprise à faire prévaloir ses règles. Ils placent la loi religieuse au-dessus de tout.* » Ces situations « *se retrouvent en particulier dans des entreprises à forte main-d'œuvre non qualifiée, comme dans les travaux publics, la grande distribution, la logistique et des transports* » ou encore celles qui « *sont situées dans des zones où la problématique existe déjà hors de l'entreprise* ». Sur les plages peut-être ? ■